

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



1403<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE

Samedi 18 décembre 1965,  
à 15 heures

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
Point 16 de l'ordre du jour: <i>Election de membres du Conseil économique et social (fin)</i> . . . . .	1
Point 34 de l'ordre du jour: <i>Effets des radiations ionisantes: rapports du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes Rapport de la Commission politique spéciale</i> . . . . .	2
Point 99 de l'ordre du jour: <i>Règlement pacifique des différends Rapport de la Commission politique spéciale</i> . . . . .	2
Point 91 de l'ordre du jour: <i>Question du Tibet (fin)</i> . . . . .	3

Président: M. Amintore FANFANI (Italie).

### POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Election de membres du Conseil économique et social (fin\*)

1. Le PRÉSIDENT: Je désire porter à l'attention des délégations que le groupe asiatique, à la suite d'une réunion tenue aujourd'hui, a décidé que l'un des deux candidats en présence, l'Iran et la Syrie, se retirerait, étant entendu que le pays qui se retirerait aurait l'appui du groupe asiatique l'année prochaine pour les élections au Conseil économique et social.

2. Les représentants de l'Iran et de la Syrie se sont réunis dans mon cabinet et le Président du groupe asiatique, le représentant des Iles Maldives, a procédé à un tirage au sort entre ces deux pays. C'est l'Iran qui a été tiré. Par conséquent, la Syrie se retirera du scrutin actuel, compte tenu de l'accord que je viens de mentionner. Nous allons donc procéder à l'élection au siège restant à pourvoir.

3. Conformément à la décision prise à la 1400<sup>ème</sup> séance plénière, nous procéderons en trois étapes. Premièrement, nous procéderons à l'élection d'un membre pour pourvoir le dernier siège vacant. Deuxièmement, je consulterai l'Assemblée sur la procédure à suivre pour choisir ceux des membres supplémentaires qui siégeront pendant trois ans et ceux qui siégeront pendant deux ans. Je voudrais ajouter que tous les intéressés sont d'accord pour que cette consultation, comme elle est directement liée à la procédure en matière d'élection, ont lieu au scrutin secret. Troisièmement, nous suivrons la procédure fixée par l'Assemblée.

\*Reprise des débats de la 1400<sup>ème</sup> séance.

4. Nous allons procéder à l'élection d'un membre afin de pourvoir le dernier siège vacant au Conseil économique et social. Vous savez quelle possibilité vous avez de résoudre le problème qui n'a pu être résolu jusqu'ici.

*A la demande du Président, Mlle Fletcher (Canada), M. Larrabure (Pérou) et M. Bota (Roumanie) assument les fonctions de scrutateurs.*

*Il est procédé au vote au scrutin secret.*

Bulletins déposés:	104
Bulletins nuls:	3
Bulletins valables:	101
Abstentions:	6
Nombre de votants:	95
Majorité requise:	64

*Nombre de voix obtenues:*

Iran . . . . .	89
Syrie . . . . .	6

*Ayant obtenu la majorité requise des deux tiers, l'Iran est élu membre du Conseil économique et social.*

5. Le PRÉSIDENT: Nous avons ainsi élu les neuf membres supplémentaires du Conseil économique et social.

6. Nous en sommes au deuxième stade de la procédure que nous avons adoptée. Je vais consulter l'Assemblée générale sur la méthode qu'elle entend suivre pour choisir trois membres supplémentaires qui siégeront pendant trois ans, et trois autres membres supplémentaires qui siégeront pendant deux ans. Des bulletins de vote vont être distribués.

7. Je tiens à préciser un point au sujet du scrutin. Les représentants constateront qu'il y a une case en face de chaque formule. Les membres sont priés de bien vouloir indiquer leur préférence en mettant une croix dans la case appropriée.

8. Dès que cette consultation aura été achevée, j'annoncerai les résultats et nous poursuivrons notre tâche selon la procédure choisie par l'Assemblée.

*A la demande du Président, Mlle Fletcher (Canada), M. Larrabure (Pérou) et M. Bota (Roumanie) assument les fonctions de scrutateurs.*

9. Le PRÉSIDENT: Voici le résultat du scrutin qui vient d'avoir lieu: par 60 voix contre 44, l'Assemblée générale a décidé que son Président tirerait au sort parmi les neuf nouveaux membres du Conseil économique et social les noms des trois membres qui siégeront pendant trois ans et des trois membres qui siégeront pendant deux ans. Je vais par conséquent procéder à ce tirage au sort.

*Le Président procède au tirage au sort.*

10. Le **PRESIDENT**: Voici le résultat du tirage au sort. Les trois pays suivants siégeront pendant trois ans au Conseil économique et social: Iran, Maroc et Venezuela; les trois pays suivants siégeront pendant deux ans: Cameroun, Dahomey et Inde; les trois pays suivants siégeront pendant un an: Grèce, Sierra Leone et République-Unie de Tanzanie.

11. Je voudrais exprimer ma gratitude à tous ceux qui m'ont prêté leur concours — et en particulier au président Sosa Rodríguez — dans les consultations intensives auxquelles j'ai procédé pour résoudre les difficiles problèmes posés par cette élection.

#### POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

Effets des radiations ionisantes: rapports du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes

#### RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/6186)

#### POINT 99 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Règlement pacifique des différends

#### RAPPORT DE LA COMMISSION POLITIQUE SPECIALE (A/6187)

12. M. LANNUNG (Danemark) [Rapporteur de la Commission politique spéciale] (traduit de l'anglais): En ma qualité de Rapporteur de la Commission politique spéciale, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport de cette Commission sur le point 34 de l'ordre du jour. La Commission a consacré une séance à l'examen de ce point. La seule proposition dont elle ait été saisie a été présentée conjointement par 19 Etats Membres, et adoptée à l'unanimité le 17 décembre. Ce projet de résolution est reproduit dans le rapport de la Commission, qui est actuellement soumis à l'Assemblée pour examen [A/6186].

13. J'ai l'honneur aussi de présenter le rapport de la Commission politique spéciale sur le point 99 de l'ordre du jour. Cette question a été discutée pendant quatre séances de la Commission, et dix-huit déclarations ont été faites au cours de la discussion générale. Le 13 décembre, un projet de résolution a été présenté par dix-sept délégations, et le 16 décembre la Commission a rejeté une motion tendant à ajourner le débat jusqu'au lendemain. Elle a ensuite adopté une proposition du représentant du Ghana tendant à renvoyer l'examen du point 99 à la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

14. C'est cette recommandation de la Commission politique spéciale, figurant dans le rapport de la Commission, qui est soumise aujourd'hui à l'Assemblée [A/6187].

*Conformément à l'article 68 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter les rapports de la Commission politique spéciale.*

15. Le **PRESIDENT**: L'Assemblée va maintenant se prononcer sur la recommandation de la Commission politique spéciale concernant le point 34 de l'ordre du jour. Si aucune délégation ne désire expliquer son vote, je vais inviter l'Assemblée à se prononcer sur le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport de la Commission politique spéciale [A/6186].

Ce projet a été adopté à l'unanimité par la Commission. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée générale l'adopte également à l'unanimité.

*A l'unanimité, le projet de résolution est adopté.*

16. Le **PRESIDENT**: Nous passons au point 99 de l'ordre du jour. La Commission politique spéciale, au paragraphe 11 de son rapport [A/6187], recommande à l'Assemblée générale d'ajourner le débat sur ce point et de renvoyer la question à la vingt et unième session. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée adopte cette recommandation.

*La recommandation est adoptée.*

17. Lord CARADON (Royaume-Uni) [traduit de l'anglais]: Je tiens à saisir cette occasion pour exposer à nouveau les mobiles qui nous ont amenés à demander l'inscription de ce point, relatif au règlement pacifique des différends [A/5964], à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale. Mon gouvernement a été heureux de prendre cette initiative et, un peu plus tard, de proposer un projet de résolution en compagnie de seize autres Etats Membres.

18. L'objectif qui nous a conduits à demander l'inscription de ce point à l'ordre du jour et à présenter un projet de résolution avec les seize autres Etats a déjà été clairement énoncé. Nous étions et nous sommes persuadés que la question du règlement pacifique des différends a une importance fondamentale, qu'elle intéresse l'humanité entière et qu'elle présente un indéniable caractère d'urgence. Nul n'a cherché à contester qu'elle ait une importance fondamentale, ni qu'elle intéresse l'humanité entière. Nous regrettons qu'on n'ait pas reconnu aussi son caractère indéniable d'urgence.

19. En présentant le projet de résolution, nous avons tenu à souligner un certain nombre de points.

*M. Collier (Sierra Leone), vice-président, prend la présidence.*

20. En premier lieu, nous avons précisé qu'en soulevant cette question à la présente session, nous étions mus par un authentique souci de coopération internationale, persuadés comme nous l'étions que la question du règlement pacifique des différends ne devrait donner lieu à aucune dissension ni à aucun désaccord. C'est à coup sûr une question que nous pouvons et devons tous aborder avec un esprit ouvert.

21. En second lieu, nous avons tenu à expliquer que, si nous soulevions de nombreuses questions importantes et pressantes, notre intention n'était pas de leur trouver une réponse immédiate. Nous avons dit que ces questions exigeaient un examen minutieux. Nous nous sommes volontairement abstenus de chercher à en préjuger les réponses.

22. Troisièmement, nous avons souligné que la Charte fait du règlement pacifique des différends une obligation essentielle, une obligation fondamentale, et personne ne peut prétendre que jusqu'à présent cette obligation ait été respectée comme il convenait.

23. Quatrièmement, nous avons fait valoir que le succès des opérations de maintien de la paix a parfois retardé la recherche d'une solution aux différends

qui avaient provoqué un conflit. On a parfois accepté qu'une paix instable obtenue à la suite d'une intervention des Nations Unies tienne lieu de règlement durable. La préservation temporaire de la paix ne doit jamais entraver l'instauration d'une paix durable.

24. Cinquièmement, nous avons déclaré que notre impuissance à prendre les différends internationaux à leur racine provoque un gaspillage effarant, les efforts qui devraient être consacrés à des réalisations constructives et fécondes n'aboutissant de ce fait qu'à une dissipation des ressources dont le monde a tant besoin pour subsister et progresser.

25. Après avoir souligné ainsi que l'instauration de la paix a la priorité et doit précéder ou tout au moins accompagner le maintien de la paix, après avoir fait ressortir le gaspillage qui résulte de notre négligence à respecter notre obligation fondamentale de construire la paix, nous avons formulé une seule proposition, une proposition toute simple. Nous avons proposé à l'Assemblée qu'elle décide de constituer un comité représentatif, composé d'éminentes personnalités jouissant de la plus haute réputation, qui examinerait tous les faits, étudierait toutes les propositions, passerait en revue tous les éléments du problème qui nous préoccupent et ferait des recommandations à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. Nous avons vivement insisté pour que cette tâche fût entreprise sans rivalité ni animosité aucune, mais dans un esprit de coopération universelle, et sans tarder.

26. L'adoption de cette proposition nous aurait permis de revenir sur cette question si primordiale à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, en nous fondant sur l'étude ainsi effectuée et en examinant les suggestions qui auraient pu nous être soumises.

27. Nous regrettons sincèrement qu'après un débat hâtif, toute discussion ait été étouffée et que ceux qui désiraient prendre la parole à ce sujet en aient été empêchés. On nous a refusé la possibilité de répondre à certaines critiques et de dissiper certains doutes qui subsistaient. On a fait échouer notre proposition de consacrer les quelques mois qui s'écouleront entre la fin de cette session et le commencement de la prochaine à une étude approfondie et impartiale du problème.

28. Mais nous restons intimement persuadés que, malgré tous les autres sujets de préoccupation et d'inquiétude qui nous assaillent, nous aurions tort de perdre de vue la nécessité de prendre des mesures plus efficaces et plus concrètes pour nous acquitter de la responsabilité première qui incombe aux Nations Unies aux termes de la Charte. Nous sommes persuadés que l'initiative que nous avons prise de concert avec seize autres nations fera de plus en plus comprendre que ce n'est pas là un problème à reléguer au second plan ou à négliger. Nous serons évidemment prêts à poursuivre l'examen de ce problème capital à la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

29. En attendant, nous continuerons, avec ceux qui partagent notre préoccupation et notre détermination, de nous préparer à cette importante discussion. Nous croyons que notre objectif recueillera peu à peu l'approbation générale. Nous sommes persuadés aussi

que tout désir d'empêcher une discussion possible et de s'opposer au progrès s'atténuera et même disparaîtra quand nos raisons et quand nos motifs auront été mieux compris. Je dis cela parce que je suis convaincu que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies souhaitent que nous cherchions et trouvions les moyens possibles de travailler avec plus d'efficacité et de courage à la réalisation de l'objectif premier de notre Organisation.

30. Nous acceptons par conséquent la recommandation de la Commission politique spéciale sur laquelle une décision vient d'être prise. Nous veillerons à ce que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale et espérons qu'il sera discuté à fond tout au début de la session. Nous sommes persuadés que l'accord le plus large se fera lorsque ce débat interviendra.

31. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Ainsi s'achève l'examen du point 99 de l'ordre du jour. Au nom du Président de l'Assemblée générale et en mon nom, je félicite le bureau et les membres de la Commission politique spéciale de leur excellent travail.

## POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR

### Question du Tibet (fin\*)

32. M. **ACHKAR** (Guinée): Lors de l'inscription de la question du Tibet à l'ordre du jour de notre session, ma délégation a fait connaître son opposition, fondée sur un certain nombre d'arguments. Néanmoins, puisque l'Assemblée a décidé à la majorité d'inscrire cette question, ma délégation estime qu'il est encore temps pour elle d'exposer d'une façon un peu plus détaillée les raisons pour lesquelles elle estime qu'il s'agit d'un faux problème, d'un problème politique inspiré, non pas par l'intention de défendre, au Tibet, quelque droit de l'homme que ce soit, mais d'essayer d'embarrasser le Gouvernement de la République populaire de Chine.

33. Ma délégation souligne tout d'abord que les délégations qui ont demandé l'inscription de la question du Tibet à l'ordre du jour de la vingtième session [voir A/5931], et celles qui ont présenté le projet de résolution A/L.473 sont parmi celles qui s'opposent avec le plus d'acharnement à ce que l'Assemblée restitue à la République populaire de Chine ses droits légitimes. Cette première constatation est pleine de signification et l'on comprendra que ce que j'ai dit au sujet des motifs qui ont inspiré les promoteurs de cette question était fondé.

34. Par sa situation géographique le Tibet, dès le XVIIIème siècle, a constitué, pour les visées impérialistes en Asie, un point d'attraction rêvé. Aux yeux des Britanniques surtout, qui étaient les vainqueurs d'une guerre menée en Inde de 1756 à 1763 contre la France, et d'autres puissances impérialistes d'alors, le territoire tibétain avait, du point de vue stratégique, une double portée: assurer la défense de l'Inde par le nord; et en faire une base idéale dans la perspective d'une conquête de la Chine.

35. Telles étaient les visées de l'impérialisme anglais. Dès lors, on comprendra pourquoi l'Angleterre,

\*Reprise des débats de la 1401ème séance.

pendant plus d'un siècle, disputera à la Chine des liens séculaires avec le Tibet — liens intimement tissés au fil du temps et résultant d'une invasion mandchoue commune au XVII<sup>e</sup> siècle. L'un et l'autre — la Chine et le Tibet — avaient succombé à l'assaut du même conquérant.

36. Le fait fondamental des rapports entre la Chine et le Tibet est que, dès 730, on relève l'existence de documents correspondant à des traités conclus entre eux et ayant plein effet juridique. En outre, la présence d'un ambassadeur chinois à Lhassa, capitale du Tibet, d'une part, et les rapports étroits des Dalaï-lamas avec les empereurs chinois, rapports marqués par des visites très fréquentes entre eux, d'autre part, sont une autre preuve — en dépit de ceux qui veulent n'y voir qu'un antagonisme borné — que ce sont là, en réalité, des rapports politico-administratifs qui unissaient d'ores et déjà le Tibet à la Chine. En fait, il s'était créé une autorité chinoise sur le Tibet, autorité qui fut reconnue par la Grande-Bretagne par la signature avec la Chine, en 1876, d'un traité permettant à une mission britannique d'exploration de visiter le Tibet. Puis, successivement en 1890, 1893, 1896, l'impérialisme anglais s'octroyait des concessions avantageuses dans le territoire.

37. Cela nous mène à la seconde guerre mondiale. Le problème de l'autonomie du Tibet s'est alors posé, par une manœuvre insidieuse du Royaume-Uni et des Etats-Unis, sous la forme d'un projet d'établissement de lignes d'approvisionnement entre l'Inde et la Chine. Cette action concertée résulte en fait de tentatives déguisées de mainmise sur le point stratégique qu'est le Tibet, véritable plaque tournante et point de contact entre le nord et le sud de l'Asie.

38. Cependant, les visées impérialistes n'auraient causé aucune inquiétude à ceux qui, aujourd'hui, parlent d'un droit à l'autonomie du Tibet si la République populaire de Chine n'avait été proclamée le 1<sup>er</sup> octobre 1949, après la victoire de la révolution conduite par Mao Tsé-toung et son équipe.

39. On assiste alors à l'une des plus vastes campagnes de dénigrement qui aient jamais été entreprises contre le nouveau Gouvernement chinois. Le Dalaï-Lama, un fantoche, un féodal, un oppresseur qui entretenait une société médiévale dans son pays, devient subitement un martyr du communisme tandis qu'une subversion systématique est ostensiblement organisée au sein du peuple tibétain à partir de l'extérieur.

40. Cependant, en signant un accord à Pékin le 23 mai 1951, accord connu sous le nom d'"Accord des dix-sept points"<sup>1/</sup>, le Gouvernement de la République populaire de Chine reconnaissait au peuple du Tibet ses droits fondamentaux. En effet, l'article 11 de cet accord stipule:

"Le Gouvernement local du Tibet accomplira ces réformes" — agraires, industrielles, commerciales, etc. — "de son plein gré et, lorsque le peuple aura

présenté des requêtes de réformes, celles-ci seront réglées après consultation des dirigeants du Tibet<sup>2/</sup>."

A moins d'une mauvaise foi évidente et d'une intention malveillante, on ne peut voir dans ces lignes d'autre pensée que la traduction de conceptions profondément démocratiques.

41. Plus loin, l'article 14 dispose:

"Le G. C. P. [Gouvernement central populaire de la République populaire de Chine] exercera la direction générale de toutes les affaires extérieures de la région du Tibet; il organisera la coexistence pacifique avec les pays voisins ...<sup>2/</sup>"

42. Malgré la netteté de tels textes, il est surprenant de constater que des Etats qui prônent constamment le règne du droit dans les rapports internationaux se fassent les protagonistes d'une thèse tendant à nier que le Tibet, aussi bien en droit qu'en fait, est partie intégrante de la République populaire de Chine, tout comme le Texas est partie intégrante des Etats-Unis d'Amérique.

43. En conséquence, tout problème relatif au Tibet est essentiellement un problème d'ordre intérieur de la République populaire de Chine. Les spécialistes de la guerre froide, ceux qui, comme toujours, trouvent un intérêt particulier à entretenir les foyers permanents de cette guerre froide, brandissent la question du Tibet chaque fois qu'ils veulent s'attaquer à la République populaire de Chine. Il n'est pas inutile de répéter que la question du Tibet relève exclusivement de la souveraineté de la République populaire de Chine.

44. Au nom du principe sacré de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant et souverain, il est inopportun et inadmissible que l'Assemblée discute de la question du Tibet à la présente session ou à toute autre, quand bien même la République populaire de Chine aurait pris sa place légitime au sein de notre organisation.

45. Je passe au projet de résolution dont nous sommes saisis [A/L.473]. Que nous demande-t-on dans ce projet de résolution? Tout d'abord de déplorer la violation persistante des droits et libertés fondamentaux du peuple du Tibet. Pourquoi ne nous demanderait-on pas de déplorer les violations analogues qui se produisent dans d'autres pays qui ne sont pas la République populaire de Chine, dans d'autres pays souverains Membres de notre Organisation dont les gouvernements, lorsque ces pays sont devenus Membres de l'ONU, ont souscrit à tous les principes de la Charte, ces mêmes principes qu'on dénie à la République populaire de Chine en la tenant à l'écart? On s'attend cependant qu'elle se plie à toutes les fantaisies d'une organisation qui lui ferme ses portes. Alors, pourquoi ne déplorerait-on pas ces violations, non seulement en Afrique du Sud, mais partout où, par exemple, le racisme se manifeste? Pourquoi ne peut-on pas saisir l'Assemblée d'un projet de résolution dans lequel on déplorerait ces violations flagrantes des droits de l'homme dans des Etats souverains, violations qui sont connues, qui ne sont pas des vues de l'esprit?

<sup>1/</sup> Accord entre le Gouvernement central populaire (G. C. P.) et le Gouvernement local du Tibet sur les mesures propres à assurer la libération pacifique du Tibet.

<sup>2/</sup> Voir Commission internationale de juristes, Le Tibet et la République populaire de Chine, Genève, 1960, p. 228.

46. Qu'est-ce que l'on nous demande en plus? On "réaffirme que le respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme est essentiel à l'instauration d'un ordre mondial pacifique fondé sur le règne du droit". Nous sommes tout à fait d'accord; nous l'avons proclamé à plusieurs reprises, nous l'avons toujours proclamé, parce que, précisément, dans notre continent, les droits de l'homme sont foulés aux pieds dans plusieurs régions qui sont dominées par des pays qui se réclament de la liberté et de la démocratie. Ces droits de l'homme sont aujourd'hui foulés aux pieds en Rhodésie du Sud, dont la puissance impérialiste, est ici, parmi nous; ces droits de l'homme sont foulés aux pieds en Afrique du Sud, dont le gouvernement est représenté parmi nous; ils sont foulés aux pieds également dans les colonies portugaises.

47. Mais oui! Nous convenons qu'il faut réaffirmer le respect des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il faut réaffirmer que ces principes sont essentiels à l'instauration d'un ordre mondial pacifique fondé sur le règne du droit, mais non pas seulement quand on veut s'attaquer à un pays dont on n'approuve pas le système de gouvernement ou dont on ne partage pas l'idéologie, bien que ce pays ait transformé le sort d'une population misérable, opprimée par une féodalité médiévale. Mais que de tels principes ne figurent pas dans des projets de résolution aussi contestables que celui-ci parce qu'alors, on nous inciterait à voter contre des principes que nous partageons entièrement et auxquels nous croyons profondément.

48. Que nous demande-t-on encore? De nous déclarer persuadés "que la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Tibet et la suppression du particularisme culturel et religieux" — comme si cela avait été supprimé — "du peuple tibétain aggravent la tension internationale et enveniment les relations entre les peuples".

49. Il a donc été déjà prouvé que ces droits de l'homme sont constamment violés au Tibet, mais on n'a découvert qu'après 1949 cette prétendue violation des droits de l'homme.

50. On veut que l'Assemblée réitère "solennellement sa demande tendant à ce qu'il soit mis fin à toutes les pratiques qui privent le peuple tibétain des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont il a toujours bénéficié". A qui, tout d'abord, est adressée cette demande solennelle que l'on nous demande de réitérer? Les auteurs n'osent même pas dire à qui cette demande est adressée; elle est lancée en l'air, parce que, naturellement, quand on ne reconnaît pas une puissance, on ne peut pas lui adresser une demande; quand on ne reconnaît pas la République populaire de Chine, on s'abstient de s'adresser à elle pour quoi que ce soit. Dans ces conditions, on lance en l'air une demande pour que les droits de l'homme et les libertés fondamentales dont le Tibet a toujours bénéficié soient respectés. Cela est quand même un peu trop fort! Les libertés fondamentales et les droits de l'homme, sous un régime aussi féodal que celui qui existait au Tibet, n'étaient guère respectés. Prétendre que ce peuple a toujours bénéficié de ces droits, c'est aller un peu trop loin.

51. Ensuite, on "fait appel à tous les Etats" — non pas à tous les Etats Membres, évidemment, mais à tous les Etats — "pour qu'ils prennent toutes mesures propres à réaliser les objectifs de la présente résolution et n'épargnent aucun effort pour y parvenir". Naturellement, je pense que cet appel s'adresse à la République populaire de Chine également, encore qu'il ne convienne pas de dire son nom.

52. Nous avons essayé de montrer que, tout d'abord, l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la vingtième session était inopportune et nuisible. Nous avons essayé d'avancer tout à l'heure des arguments tendant à prouver que la discussion de cette question est complètement inutile et que l'accusation portée contre la République populaire de Chine est, sinon hypocrite, en tout cas malveillante. Nous venons également de prouver que dans le projet de résolution qui nous est soumis — encore que nous approuvions profondément les principes qui y sont contenus — il existe des intentions et des motivations telles que la délégation de la République de Guinée votera contre ce projet, pour les raisons que j'ai déjà exposées.

53. M. TARABANOV (Bulgarie): La délégation de la République populaire de Bulgarie regrette infiniment que l'Assemblée générale soit encore une fois engagée dans un débat stérile sur une question qui n'est qu'une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un de ses membres, la République populaire de Chine.

54. A n'en pas douter, il y a encore dans certains milieux le désir d'essayer de ressusciter une question inexistante afin d'envenimer l'atmosphère de la vingtième session. Nous voyons tous très évidemment à quelles fins cette tentative est entreprise. Au moment où un nombre toujours plus grand de pays Membres de l'Organisation demandent le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine, une question artificielle est créée; elle est inventée de toutes pièces dans le but exprès de servir de prétexte pour exercer une pression sur les Etats Membres afin de maintenir en dehors de l'Organisation des Nations Unies le pays le plus peuplé du monde. Après la discussion qui s'est déroulée à l'Assemblée générale sur le rétablissement des droits légitimes de la Chine à l'ONU, les auteurs de cette entreprise néfaste auraient dû se rendre à la raison et retirer leur demande. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

55. Il est hors de doute que la tentative visant à délibérer à l'Assemblée générale sur une question dans le but de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays est en contradiction flagrante avec la Charte des Nations Unies. En effet, le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte est parfaitement explicite à cet égard. Il stipule sans équivoque qu'aucune disposition de la Charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. En ce qui concerne le Tibet, on sait parfaitement que celui-ci fait partie intégrante de la République populaire de Chine. Il est vrai que, parmi les orateurs qui ont pris la parole ici pour introduire et appuyer cette manœuvre dirigée contre la Chine, il s'en est trouvé qui prétendent que le Tibet n'est pas un territoire chinois.

56. Cependant, il n'est même pas nécessaire de s'arrêter sur ces affirmations arbitraires et véritablement peu sérieuses. Ce qu'il faut noter, le cas échéant, c'est le fait que l'on cherche de nouveau à entreprendre une manœuvre grossière pour détourner l'attention des grands problèmes internationaux dont l'Organisation est saisie et auxquels elle devrait trouver une solution. Par des moyens suspects, on cherche à détourner l'Organisation des Nations Unies de ses tâches les plus urgentes, à l'accomplissement desquelles devraient être employés tous les efforts de ses Membres.

57. Il est intéressant de souligner aussi que la prétendue question du Tibet a été soulevée à un moment où l'opinion publique mondiale avait commencé à réaliser que sans la présence de la Chine aux Nations Unies, sans le rétablissement de ses droits légitimes dans notre Organisation, il serait vraiment difficile de trouver une solution adéquate à certaines questions importantes concernant la paix et la sécurité internationales. Cependant, au lieu de répondre aux appels de plus en plus pressants de cette opinion internationale et de rétablir, en fait, les droits légitimes de la Chine, certaines puissances, qui sont d'ailleurs moins nombreuses qu'auparavant, comme l'a montré le vote sur le rétablissement des droits légitimes de la Chine à l'ONU, certaines puissances, dis-je, s'efforcent encore par des manœuvres louches de tenir ce pays à l'écart des Nations Unies. Ce qui frappe désagréablement, c'est de voir que l'on cherche à soulever de telles questions et à porter des accusations injustifiées contre un pays Membre fondateur des Nations Unies, membre permanent du Conseil de sécurité, et ceci en son absence. Au lieu de faire le nécessaire pour restaurer les droits légitimes de la Chine et contribuer ainsi à créer une atmosphère propice à la solution des grands problèmes internationaux, il est paraît-il plus facile à certains milieux de proférer des accusations contre ce grand pays en son absence; en sa présence, peut-être n'oseraient-ils pas le faire. Il paraît, en effet, que c'est plus commode de parler ainsi en l'absence d'un Membre de l'Organisation des Nations Unies. Quand il aura des représentants ici, il semble qu'il ne sera pas facile pour certains de le faire.

58. Pour toutes ces raisons, la délégation de la République populaire de Bulgarie est fermement et résolument opposée à la tentative d'ingérence dans les affaires intérieures de la Chine que représenterait tout projet de résolution comme celui des sept puissances [A/L.473]. C'est la raison pour laquelle nous rejetons tous les prétendus arguments présentés par une série d'orateurs et nous voterons contre le projet de résolution en question.

59. M. AGUIRRE (Costa Rica) [traduit de l'espagnol]: Le rappel historique fort érudit que nous a fait, il y a quelques instants, mon ami le Président du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, M. Marof Achkar de la Guinée, et ses allusions au climat de guerre froide et aux tours de passe-passe qui consistent à intervenir dans les affaires intérieures quand cela convient et s'en abstenir quand cela ne convient pas, n'empêcheront pas mon pays de dire

ici, très franchement et en peu de mots, quelle est notre opinion sur la question du Tibet.

60. A notre avis, la question du Tibet a une importance et une gravité extraordinaires, bien que nous l'ayons peut-être oubliée un peu ces derniers temps avec ces tentatives d'intimidation et de guerre froide auxquelles nous assistons. La situation actuelle du pays n'est rien de moins que le triomphe d'un impérialisme agressif. D'un côté nous sommes occupés ici à liquider avec succès les derniers vestiges de l'impérialisme classique, mais de l'autre il ne semble pas à ma délégation que, sous la pression de ceux qui veulent nous intimider, les Nations Unies prennent toujours sérieusement en considération l'obligation qu'elles ont de faire face au néoimpérialisme qui, d'une manière très particulière, s'étend de façon alarmante sur l'Asie.

61. Le Tibet, petit pays sans défense, a succombé à la domination d'une puissance qui fonde sa politique intérieure et internationale sur la force et l'agressivité. Le Tibet est une nation captive qui, comme quelques autres dans le monde — celles qui sont dominées par les anciens empires et celles qui ont été subjuguées réellement par les nouveaux —, a besoin de notre aide; et les choses étant ce qu'elles sont, nous ne pouvons rien faire d'autre pour le moment que lui accorder notre attention constante. La position du Costa Rica à propos de la question que nous discutons est indépendante du jugement qu'elle porte sur le régime qui existe au Tibet dans le passé, avant qu'il ne tombe sous la domination du néoimpérialisme que nous dénonçons.

62. En tout cas, rien ne prouve que les Tibétains vivent mieux aujourd'hui qu'ils ne vivaient hier et, en plus de cela, ils sont assujettis à un servage colonial par une métropole implacable, car s'il y en a qui vivent bien à l'heure actuelle au Tibet, ce sont les colonisateurs et non les colonisés, comme cela est toujours le cas.

63. Le Costa Rica demande aux Nations Unies de ne pas oublier le Tibet, de ne pas oublier que le cas du Tibet est un défi insolent à nos principes et à nos objectifs. Sinon les efforts que nous déployons pour liquider les derniers vestiges de l'ancien colonialisme seraient — comme ils le sont déjà d'ailleurs, qu'on l'admette ou non — dangereusement neutralisés par le sentiment d'immunité que notre silence et notre inaction donneraient au néoimpérialisme qui se manifeste en Asie et qui fait peser une telle menace sur notre œuvre collective de compréhension internationale et sur les tentatives que nous faisons pour régler par des moyens pacifiques les grandes questions qui touchent de près l'humanité tout entière.

64. Le Tibet doit non seulement retrouver sa souveraineté, mais pouvoir décider librement ensuite de son avenir politique interne. En tant qu'organisation mondiale, nous devons d'abord aider ce pays, par les moyens qui sont à notre portée en ce moment difficile de l'histoire du monde, à secouer le joug de la domination étrangère, et ensuite, conformément à nos principes bien appliqués de non-intervention, user de notre influence pour que les Tibétains puissent décider de leur propre destin, car — et cela aussi a une extrême importance pour le prestige et l'efficacité de

notre Organisation — les Nations Unies doivent se garder en permanence des prétendues autodécisions de peuples qui se voient privés du plein exercice de leur droit sacro-saint à la liberté.

65. Pour toutes ces raisons, ma délégation votera en faveur du projet de résolution [A/L.473], qui a été présenté à cette assemblée par El Salvador, l'Irlande, la Malaisie, Malte, le Nicaragua, les Philippines et la Thaïlande, et elle sait gré à ses auteurs de l'initiative qu'ils ont prise de rappeler courageusement le drame oublié ou méconnu du Tibet.

66. M. RAMANI (Malaisie) [traduit de l'anglais]: Tout d'abord, Monsieur le Président, je vous demande la permission, ainsi qu'aux autres membres, d'introduire une modification au projet de résolution [A/L.473] actuellement soumis à l'Assemblée. Il porte sur le paragraphe 5 du dispositif, qui dit actuellement ceci:

"Fait appel à tous les Etats pour qu'ils prennent toutes mesures propres à réaliser les objectifs de la présente résolution et n'épargnent aucun effort pour y parvenir".

67. On a appelé l'attention des coauteurs sur le fait qu'il est difficile, en raison du contexte et du contenu même de ce projet, de demander aux Etats qu'ils prennent des mesures. Cette critique nous a semblé tout à fait pertinente, et eu égard à l'ensemble du texte, le paragraphe en question serait très certainement amélioré si l'on omettait les mots "prennent toutes mesures". Ainsi modifié le paragraphe 5 se lirait comme suit:

"Fait appel à tous les Etats pour qu'ils s'efforcent par tous les moyens de réaliser les objectifs de la présente résolution".

68. Je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir prendre acte de cette modification que je viens de faire oralement.

69. Après avoir entendu toutes les déclarations faites hier soir et cet après-midi, je devrais peut-être commencer par dire ce que nous ne recherchons pas en présentant ce projet de résolution. Il est préférable que les représentants sachent d'abord ce que nous ne cherchons pas à faire avant qu'ils puissent espérer comprendre ce que nous nous efforçons d'obtenir. Les représentants qui ont lu attentivement ce projet ont dû noter, je pense, que celui-ci évite tous les pièges politiques. Mais j'ai l'impression que la tentation d'en faire une question politique est irrésistible pour certains, et ils donnent tout naturellement libre cours aux passions que les polémiques politiques provoquent inévitablement.

70. Ce n'est ni le moment ni l'occasion de discuter ou d'examiner les liens politiques qui existent entre la République populaire de Chine et ce que son gouvernement lui-même a appelé la région autonome du Tibet. Nous admettons sa position politique pour ce qui concerne ce projet de résolution. Ce ne sont pas les liens politiques ou constitutionnels existant entre la Chine et le Tibet qui font l'objet de notre discussion d'aujourd'hui sur ce point de l'ordre du jour. Je me rends certes compte que c'est là un riche sujet de discussion pour ceux qui veulent détruire quelque chose qui n'existe pas, mais j'aimerais

humblement et respectueusement souligner encore une fois qu'il n'est pas question pour le moment des liens politiques entre la Chine et le Tibet. Cette discussion ne doit pas non plus devenir une occasion d'exprimer l'indignation, naturelle ou contrefaite, que nous ressentons envers l'impérialisme et le colonialisme et leur abondant regain.

71. Tout ce que nous demandons à l'Assemblée de faire en adoptant ce projet de résolution, c'est d'inviter instamment la République populaire de Chine à se conformer aux principes normaux que tout gouvernement humain se doit d'observer vis-à-vis du peuple qu'il dirige, et plus particulièrement dans le cas du peuple du Tibet dont les origines, les traditions culturelles et les croyances religieuses sont si différentes de celles de la Chine.

72. Certains représentants ont attribué aux auteurs du projet toutes sortes d'intentions et, puis-je me permettre de le dire, ils dépassent parfois les limites de la courtoisie. Ma je ne les imiterai pas. Je n'essaierai même pas, car je n'ai pas le don de l'invective pour les suivre dans cette voie.

73. En termes politiques, la République populaire de Chine est un Etat socialiste qui vise, comme nous le savons tous, à atteindre les degrés supérieurs d'un socialisme évoluant vers le communisme. Elle est vouée aux idéaux du socialisme dans la pratique, et plusieurs observateurs indépendants des événements de Chine ont affirmé récemment, à propos de la République populaire, qu'en pratiquant le socialisme, cet Etat a obtenu des résultats dans certains secteurs de l'activité humaine.

74. Nous ne le contestons pas. Mais toute question de doctrine mise à part — et à l'échelon gouvernemental il y en a autant de sortes que d'Etats socialistes — un Etat socialiste commence d'abord, de par son essence même, par être un Etat au service du bien-être de son peuple, c'est-à-dire tel que je le conçois, un Etat dont l'administration s'étend bien au-delà des fonctions de police consistant à maintenir l'ordre public, un Etat qui a une conception plus large de ses obligations, qui entreprend toutes les activités jugées souhaitables et nécessaires pour éliminer les maux dont souffre la société et favoriser le bien-être de la population sur la plus grande partie possible de son territoire. En tant qu'Etat socialiste, par conséquent, la République populaire de Chine doit nécessairement se soucier beaucoup du bien-être des peuples qui vivent sur son immense domaine, que ce soit dans la région autonome du Tibet ou ailleurs, sous sa tutelle directe. Je me permets donc de considérer, en toute modestie, que ceux qui ont fait valoir au cours de notre débat que les obligations de la Chine à l'intérieur de son propre territoire ne peuvent faire l'objet d'une discussion à cette assemblée, ceux-là ne rendent pas justice à leur propre protégé — si tant est que l'on puisse considérer la Chine comme la pupille de qui que ce soit.

75. En ma qualité de coauteur de ce projet de résolution, j'aimerais répondre rapidement aux principales critiques qu'il a suscitées. Je laisserai naturellement de côté les ornements rageurs de ses adversaires, dont l'imagination s'est mise à créer des spectres pour pouvoir mieux les détruire ensuite.

Les objections soulevées contre l'examen de cette question ont toujours été, et elles sont toujours, dues à deux raisons: premièrement, la Chine n'est pas représentée à cette Assemblée; deuxièmement, le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte interdit cet examen. La discussion actuelle a pris cet aspect traditionnel, comme nous pouvions nous y attendre et comme nous l'avons constaté pendant toute la soirée d'hier et cet après-midi encore.

76. Examinons d'abord la seconde critique. Notre journée est déjà trop avancée pour que quiconque entreprenne de faire valoir que les Nations Unies n'ont pas à discuter de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales à l'intérieur d'un Etat. L'exemple classique de l'Afrique du Sud prouve que le point de vue opposé est plus conforme aux précédents bien établis et que la discussion des affaires intérieures d'un Etat, même si elle relève en théorie de sa souveraineté nationale, est compatible avec les dispositions de la Charte.

77. Je demande à ceux des représentants qui partagent l'autre point de vue de réfléchir à ceci: s'il en était autrement, puisque l'humanité entière se trouve nécessairement à l'intérieur des limites d'un Etat ou d'un autre, le paragraphe 7 de l'Article 2 rendrait impossible toute discussion relative à la violation des droits de l'homme, et les dispositions de la Charte deviendraient absolument inutiles et inopérantes. Je n'en dirai pas plus à ce sujet.

78. J'en viens maintenant au premier argument, à la première critique. Cet argument ne tient pas compte comme il conviendrait de la nature du problème que nous examinons, ni des dispositions particulières que la Charte contient à cet égard. J'ai brièvement mentionné cet aspect du problème lors de l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la présente session.

79. Il est utile de rappeler que l'Article 55 de la Charte est ainsi conçu:

"En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, les Nations Unies favoriseront:

"...

"c) Le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion."

Cet article impose à l'Organisation des Nations Unies, donc à chacun de ses Membres et à chacun de ses organes, l'obligation de contribuer à faire respecter partout les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

80. L'Article 56 dit ceci:

"Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation."

Il insiste donc sur cette obligation et la renforce; en signant la Charte, en s'engageant lors de son

admission à respecter fidèlement les principes et les objectifs de la Charte, chacun des Membres ici présents a, que cela lui plaise ou non, que ce soit politiquement souhaitable ou non, contracté un engagement — l'Article 56 dit bien "s'engagent" — celui d'agir séparément et conjointement pour atteindre les objectifs énoncés à l'Article 55.

81. J'appelle l'attention de tous les Membres sur cette phrase de l'Article 55: "le respect universel et effectif des droits de l'homme". Il est tout à fait évident et incontestable que cette obligation que nous avons contractée n'est pas limitée aux seuls Etats Membres de notre organisation. Le "respect universel" des droits de l'homme ne saurait être uniquement leur respect au sein de notre organisation.

82. Voilà qui répond amplement à ceux qui affectent d'être légitimement indignés de voir la Chine condamnée par ce projet de résolution à son insu et en son absence. Et voilà qui répond par ailleurs aux critiques que nous avons entendues maintes fois hier soir dans la bouche de ceux qui prétendent que cette discussion a été entreprise et menée contre toutes les règles.

83. En outre, le territoire de la Chine est si étendu et sa population si nombreuse que toute violation des droits de l'homme à l'intérieur de ce vaste territoire requiert l'attention internationale et mérite de la retenir, car les avis et les actes de la Chine ont une plus grande incidence sur l'opinion publique mondiale que ceux de tout autre Etat. La Chine prétend en fait être à l'avant-garde de l'idéalisme idéologique et elle a toujours affirmé qu'elle seule poursuit ses idéaux avec fermeté et vigueur.

84. Certains des représentants qui m'ont précédé à cette tribune ont parlé en détail de la violation des droits de l'homme dont le Tibet continue d'être la victime. Je ne répéterai donc pas ce qu'ils ont dit. Mais il y a eu un représentant — et je crois même plusieurs — pour contester que nous ayons eu le droit d'entamer cette discussion. Ce représentant-là nous a qualifiés d'un grand nombre d'épithètes témoignant d'un vocabulaire très riche; entre autres choses, il a dit que nous n'étions que les machines IBM des grandes puissances. Puisque rien de ce que je peux dire ne le convaincra que nous ne sommes ni les machines ni les missiles d'une puissance quelconque, grande ou petite, je ne puis que regretter, et regretter sincèrement, qu'il lui ait fallu descendre si bas pour exprimer son point de vue devant cette Assemblée.

85. Personnellement, je peux prétendre connaître quelque peu le problème du Tibet, puisque la Malaisie était représentée au Comité d'experts qui a établi le rapport circonstancié de la Commission internationale de juristes, rapport incontesté et incontestable dont le représentant d'El Salvador a fait mention. La Malaisie a été aussi le premier Etat à demander l'inscription de ce point à l'ordre du jour en 1959, et c'est en commun avec d'autres qu'elle a réussi à obtenir que cette question soit examinée, après l'échec de la tentative de 1951 à laquelle on a aussi fait allusion.

86. Nous ne présentons cependant pas ce projet de résolution en vertu de droits spéciaux que nous aurions acquis; nous le présentons plutôt pour nous acquitter

du devoir inéluctable que nous avons contracté en signant la Charte, comme je l'ai déjà expliqué.

87. Par un caprice de la géographie, le Tibet a toujours été une région reculée du globe, éloignée des sentiers battus des relations mondiales ou du commerce moderne. Un voyage au Tibet est habituellement considéré comme un exploit si méritoire que pratiquement tous ceux qui sont allés dans la jungle du plateau himalayen ont trouvé qu'il pouvait être intéressant d'écrire un livre sur ce sujet dès leur retour et que ce livre avait des chances de devenir un succès de librairie capable de satisfaire la curiosité toujours plus grande qui se manifeste à l'égard de cette partie du monde et des vastes terres qui l'entourent et qu'elle domine. Il n'est pas facile d'obtenir des renseignements précis sur les conditions réelles qui y règnent à l'heure actuelle, et les auteurs du projet de résolution n'ont pas l'heur d'être sur la liste des correspondants réguliers des autorités gouvernementales de Pékin. L'extension récente de l'hégémonie chinoise à cette zone a fermé et interdit tout accès au Tibet pour le vaste monde extérieur à la Chine. Mais les réfugiés tibétains qui, dans leur malheur, ont dû chercher asile un peu partout, loin de leurs demeures ancestrales, gardent des contacts avec les leurs et reçoivent des renseignements assez exacts sur ce qui se passe au Tibet. Et cela donne un si triste tableau des misères et des privations des hommes de là-bas, de la cruauté de l'homme pour l'homme, que notre cœur en est profondément affligé. L'ombre qui s'est abattue sur le Tibet en 1951 avec l'invasion des Chinois n'a fait que s'allonger et s'épaissir, et le manteau de la nuit est tombé sur ce malheureux pays. Soulever ne serait-ce qu'un coin de ce voile pour éveiller la conscience du monde au même titre que nos cœurs est la seule raison d'être, je répète, la seule raison d'être, de ce projet de résolution. Je prie les représentants de bien vouloir accepter cette affirmation et de ne pas essayer de trouver dans ce projet d'autres motifs ingénieux, qui n'existent pas. Nous ne présentons certes pas ce projet de résolution afin de critiquer la Chine pour le simple plaisir de critiquer; nous voulons plutôt apporter quelque allègement aux peines et aux tourments d'un peuple ancien qui, malgré ses droits légitimes — s'il lui en reste encore — est systématiquement, presque scientifiquement, opprimé et écrasé.

88. Dernièrement, pourtant, on a pu avoir des renseignements dignes de foi sur les intentions et les actes de la Chine au Tibet, avec le texte officiel d'un discours prononcé devant ce que l'on a appelé le Premier Congrès populaire de la région autonome du Tibet par le chef de la délégation du Gouvernement central chinois à ce congrès. Cette session était consacrée, dit-on, à l'inauguration de la région autonome du Tibet. Le discours a été prononcé le 1er septembre 1965, il y a un peu plus de trois mois et demi. Dans ce fatras de félicitations, de compliments, d'encouragements, de remontrances et d'avertissements, entrelardés de citations habilement choisies du Président Mao on peut au moins distinguer les points suivants:

1) La libération du Tibet en 1951 a mis fin à l'action agressive des impérialistes.

2) Les révoltes ont été réprimées et des réformes démocratiques ont éliminé le servage féodal le plus réactionnaire, le plus sombre, le plus cruel et le plus barbare qui ait jamais pu exister.

3) Une armée de 25 000 travailleurs, représentant la première génération de la classe ouvrière tibétaine, a été constituée.

4) Les privilèges féodaux des monastères ont été abolis.

5) La séparation de la religion et de la politique est devenue effective.

6) Le droit du peuple à avoir ou non des croyances religieuses a été entièrement protégé.

7) Une transformation démocratique de la religion a eu les meilleurs résultats.

8) Les couches supérieures de la société tibétaine ont été épurées de la clique de traîtres à la solde du Dalaï-Lama.

9) La clique traîtresse du Dalaï-Lama lutte encore désespérément, harcelant et sabotant les régions frontalières, sous la protection des impérialistes et des réactionnaires indiens.

10) L'an dernier, le Comité préparatoire chargé de la région autonome du Tibet a désavoué et dénoncé les crimes extrêmement graves de la clique de Panchen.

89. L'un des crimes que l'on reproche au Dalaï-Lama, c'est d'avoir trahi l'accord entre le gouvernement central populaire et l'ancien gouvernement local du Tibet — accord qui, dit-on, entérina la libération du Tibet en 1951.

90. Il est intéressant de rappeler que cet accord, signé à Pékin le 23 mai 1951 et connu sous le nom d'"Accord des dix-sept points" — dont il a été fait mention au cours de la discussion — stipulait notamment que:

1) Le peuple tibétain avait droit à l'autonomie régionale sous la direction du gouvernement central populaire.

2) Le gouvernement central ne devait pas modifier le système politique en vigueur, ni le statut, les fonctions et les pouvoirs du Dalaï-Lama.

3) Une politique de liberté religieuse serait appliquée, les croyances et les coutumes religieuses seraient respectées, et les lamas et monastères protégés.

4) Bien que les Chinois dussent assurer la direction des affaires extérieures, le Tibet serait libre d'entretenir des relations économiques et commerciales avec les pays voisins.

91. Si nous comparons ce qui a été décidé en termes si précis en 1951 et ce que le congrès a révélé des réalisations de ces quinze années, nous ne pouvons que citer ces paroles célèbres pour tout commentaire: "Regardez ce tableau-ci, et celui-là." A lire entre les lignes de ce jargon habituel dans lequel sont énoncés les dix points, on ne peut guère se tromper en concluant honnêtement et sincèrement que les souffrances du Tibet sont loin d'être terminées. S'agissant d'un peuple qui, comme bien d'autres peuples orientaux, a

centré ses traditions culturelles sur la pratique passionnée d'une religion dont la compassion était, par ironie du sort, l'âme et le centre, on ne peut le voir ramené à la condition qui est la sienne après 15 années d'une "rééducation et d'une démocratisation radicales", pour reprendre les termes employés hier soir, sans citer en l'adaptant un peu la phrase bien connue: "Le vieux servage est mort; vive le nouveau servage."

92. Je veux insister une fois de plus sur le fait que ce projet de résolution demande simplement au monde de reconnaître la situation on ne peut plus tragique de ce peuple simple, religieux, ancien et sans artifice, ignorant l'art et le langage du pouvoir et de la politique. Quand bien même ce projet ne ferait que nous remuer le cœur devant les réalités d'une telle situation, je pense que si nous continuons, à cette tribune mondiale, d'attirer l'attention publique sur ces violations de plus en plus flagrantes des droits de l'homme — aussi vain que cet effort puisse paraître pour le moment — un jour viendra peut-être où le peuple du Tibet sera délivré de ses longues souffrances. Et il pourra d'ici là mieux supporter ses peines et ses tourments jusqu'à l'heure de la délivrance, car cette heure sonnera un jour, même si ce n'est pas demain ni après-demain. L'esprit d'endurance n'est ni une vertu mentale ni une vertu morale s'il n'est qu'une acceptation passive et résignée de conditions intolérables et s'il n'engendre pas la volonté de supporter, de survivre et de vaincre. Dans cette épreuve d'endurance que connaît actuellement le courageux peuple du Tibet, il se sentira aidé, soutenu et encouragé si nous lui donnons l'assurance, ou tout au moins l'espoir, que nous ne l'avons pas oublié, au sein de cette organisation mondiale qui prétend être la conscience du monde, qui l'a déjà été dans ses meilleurs moments, et qui le sera encore à l'avenir si seulement nous le voulons.

93. Pour conclure, je dirai qu'en adoptant ce projet de résolution les Nations Unies auront au moins la satisfaction d'avoir contribué à envoyer un rayon de lumière sur cette obscurité impénétrable qui règne aujourd'hui sur le Tibet, et d'avoir montré à ce peuple qu'elles se préoccupent sincèrement de son sort. Ce faisant, nous prouverons au monde que nous n'avons pas désavoué la Charte ni renié les obligations que nous avons contractées en la signant.

94. M. EDWARDSSEN (Norvège) [traduit de l'anglais]: Je pense que le moment du vote approche, et j'aimerais expliquer brièvement le vote de ma délégation.

95. Lorsque l'Assemblée générale a examiné la question du Tibet à sa quatorzième session, puis à sa seizième session, la Norvège a voté en faveur des résolutions 1353 (XIV) et 1723 (XVI) qui ont été adoptées alors. Le peu de renseignements que l'on puisse avoir sur la situation qui règne actuellement au Tibet semble prouver que nous avons encore lieu de douter aujourd'hui que ce pays jouisse de ses droits et de ses libertés fondamentales. C'est pourquoi ma délégation a décidé de ne pas modifier son attitude sur la question.

96. Nous voterons donc en faveur du projet de résolution qui nous est présenté et dont les quatre premiers

paragraphes du dispositif sont calqués en substance sur les résolutions précédentes. Ils traitent principalement du problème des droits de l'homme, qui est ici l'objet de notre principal souci. C'est le côté humanitaire de la question qui nous a incités à prendre cette décision.

97. Puis-je ajouter que je sais gré aux auteurs de la résolution d'avoir modifié le dernier paragraphe du dispositif, que les termes maintenant omis rendaient équivoque. Nous continuons à penser que ce dernier paragraphe est un peu vague et ne donne pas encore tout satisfaction, aussi ne l'approuvons-nous pas entièrement. Malgré cela nous voterons, comme je l'ai dit, en faveur du projet de résolution, que nous lisons sans esprit de controverse.

98. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution qui lui a été présenté par El Salvador, l'Irlande, la Malaisie, Malte, le Nicaragua, les Philippines et la Thaïlande [A/L.473]. On m'a précisé que le représentant de la Malaisie parlait au nom de tous les auteurs du projet lorsqu'il a annoncé la suppression des mots "prennent toutes mesures", au paragraphe 5. Le vote portera sur le projet de résolution tel qu'il a été modifié oralement par les auteurs.

99. On a demandé un vote séparé sur le paragraphe 4 du dispositif. S'il n'y a pas d'objection, je mettrai d'abord aux voix ce paragraphe, conformément à l'article 91 du règlement intérieur.

*Par 41 voix contre 24, avec 21 abstentions, le paragraphe 4 est adopté.*

100. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution [A/L.473] dans son ensemble. On a demandé un vote par appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Mongolie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Espagne, Thaïlande, Togo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, République Dominicaine, El Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte.

*Votent contre:* Mongolie, Maroc\*, Népal, Pakistan, Pologne, Roumanie, Soudan, Syrie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Yougoslavie, Albanie, Algérie, Bulgarie, Birmanie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Congo (Brazzaville), Cuba,

\*La délégation du Maroc a informé par la suite le Secrétariat qu'elle désirait figurer au procès-verbal comme s'étant abstenue lors du vote sur ce projet de résolution.

Tchécoslovaquie, Ethiopie, Guinée, Hongrie, Irak, Mali.

*S'abstiennent:* Portugal, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Suède, Tunisie, Afghanistan, Autriche, Ceylan, Dahomey, Danemark, Finlande,

France, Ghana, Iran, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Koweït, Liban, Îles Maldives, Mexique.

*Par 43 voix contre 26, avec 22 abstentions, le projet de résolution est adopté dans son ensemble.*

*La séance est levée à 18 heures.*